

DIAL 2413

GUATEMALA - La terre, un problème à résoudre

Roberto Cabrera

lundi 16 octobre 2000, par [Dial](#)

La question de la terre reste marquée au Guatemala non seulement par la situation héritée de la période coloniale mais aussi par le long conflit intérieur qui a récemment ravagé le pays. Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix et ambassadrice de Bonne volonté pour la culture et la paix (UNESCO) nous rappelle le contexte dans lequel se pose la question de la terre au Guatemala, l'importance de celle-ci pour la population indigène, la nécessité de perfectionner les mécanismes de la réforme agraire et l'impérieuse nécessité de mettre en pratique les droits économiques, sociaux et culturels. Ce témoignage de Rigoberta Menchú est paru dans CLAR, mai-juin 2000 (Colombie).

Entretien avec Roberto Cabrera (ODHAG)

La propriété de la terre est un sujet extrêmement délicat dans notre Amérique indigène. Parler de la terre c'est faire référence à un problème non résolu. Parler de la terre c'est parler de la douleur, la misère, la faim d'importants groupes de la population de notre Amérique et de mon Guatemala. Lorsqu'on parle de la terre on ne peut éviter de se tourner vers le passé.

Se tourner vers le passé ne signifie pas vouloir y retourner, ni que nous ne sommes pas situés dans le moment présent, mais cela signifie pouvoir comprendre la situation actuelle et pouvoir penser l'avenir.

À partir de l'invasion espagnole et pendant toute la durée de la colonisation nos peuples subirent la dépossession de leurs terres, de ces terres sur lesquelles ils avaient peu à peu construit une grande civilisation, de cette terre nourrie de la chair des ancêtres. Nous savons tous que ceux qui pénétrèrent sur nos territoires considèrent les peuples qui s'y trouvaient comme des « barbares », des « animaux » qu'ils se devaient de civiliser, d'évangéliser. Ce fut la première grande expropriation de terres menée contre les nôtres.

À partir de l'époque coloniale, une société s'est constituée, un État distinct de la Nation, du peuple, un État qui répondait et qui continue à répondre aux intérêts de quelques-uns, dans l'oubli des grandes majorités, sources de vie pour notre Guatemala. On voit bien comment pendant la période libérale, à travers une série de lois, on a généré les conditions propres à faire perdre, plus encore, leurs terres aux peuples indiens.

À ce propos, faire un rappel des modalités mises en œuvre aux différentes époques de l'histoire de notre patrie allongerait de façon significative cet article, mais il est important de remarquer que le problème de la terre a son origine dans la colonisation et que pendant le conflit armé vécu par le Guatemala, il s'est considérablement aggravé acquérant des caractéristiques que, peut-être, beaucoup n'imaginent même pas.

Il est important que nous réfléchissions aux conséquences du conflit armé sur le problème de la terre. Les assassinats, les massacres, le déplacement de populations, tant à travers le territoire national que vers le Mexique, la concentration de la population dans des pôles de développement et des villages pilotes ont

favorisé l'abandon de leur communauté, de leurs biens, de leurs terres par d'importants groupes de personnes, surtout des indigènes.

On ne peut s'empêcher de penser que ces faits-là suivaient une logique : cette population déplacée a été installée ou obligée à résider ailleurs, loin de ses origines, de ses morts, de son histoire ; sur les terres qu'elle a laissées, d'autres groupes de population ou des membres des patrouilles d'autodéfense civile furent réinstallés.

Si avant l'étape la plus dure de la guerre se sont créées des divisions dans la population à cause des conflits pour la possession ou la délimitation de la terre, considérons comment la situation décrite a pu accentuer encore la division parmi la population en conjuguant les inégalités dans la distribution de la terre et la destruction du tissu social de nos communautés.

Aux événements historiques, générateurs d'une structure sociale et économique d'inégalité, d'exclusion et de racisme il nous faut ajouter les horreurs de la guerre dont témoignent entre autres les chiffres de séquestrations, disparitions, massacres, ainsi que d'orphelins, de veuves et de veufs. En outre, nous devons y ajouter les conditions inhumaines dans lesquelles vivent d'importants groupes d'indigènes obligés de quitter leurs terres en fuyant des horreurs de la mort, et qui, à ce jour, n'ont pas pu revenir vers leurs communautés.

Les compagnons réfugiés au Mexique, de retour au pays, ont dû développer de nouvelles stratégies de survie dans des lieux, sur des terres et des régions éloignées de leurs origines, de leurs ancêtres.

Lorsque nous parlons avec la population affectée par le conflit armé interne, l'espérance et le rêve du retour à la terre reçue en héritage persistent. Le besoin de retrouver ce à quoi on appartient, la frustration de ne pas être en possession des titres de propriété parce qu'ils ont été brûlés pendant les massacres, l'impuissance face à la dépossession, la peur parce que ceux qui maintenant habitent la maison et sèment la terre sont ceux qui ont tué et massacré, la douleur de ne plus célébrer les cérémonies au cours desquelles on demande à la terre la permission de l'ensemencer parce qu'on ne peut plus semer. Tout cela doit être ajouté aux statistiques qui témoignent de l'inégalité entre ceux, nombreux, qui possèdent peu de terre et les quelques-uns qui en possèdent beaucoup.

Comment affronter cette problématique engendrée au cours de notre histoire et qui s'est aggravée suite au conflit ? Comment affronter le fait que ceux qui n'ont rien sont aujourd'hui plus nombreux et que ceux qui ont davantage sont moins nombreux.

N'oublions pas que l'objectif de tout homme libre prend appui sur l'intérêt universel à créer les conditions qui permettent à chaque personne de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels tout autant que des droits politiques et civiques qui sont les siens. Des conditions qui lui permettent de survivre et d'atteindre un niveau de vie convenable pour lui même et sa famille.

À la base de cette implication des droits économiques, sociaux et culturels se trouve la terre comme condition primordiale de la survie des êtres humains et comme garantie de leur liberté et de leur dignité.

Des normes juridiques, telles que le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels montrent que, pour son efficacité, il est nécessaire d'améliorer les régimes agraires dont le but est l'exploitation et l'utilisation efficace des richesses naturelles, surtout celles d'ordre alimentaire ainsi que l'instauration d'une distribution équitable dans la répartition de leurs produits et richesses.

Les idées exposées nous permettent de constater qu'au Guatemala on est loin de satisfaire à la mise en pratique des droits économiques, sociaux et culturels de la population, et que l'État et la société ont l'obligation de parfaire les mécanismes du régime agricole pour atteindre l'objectif de conditions de vie dignes pour l'ensemble de la population.

Cette situation apparaît encore plus grave lorsqu'on pense que l'agriculture est l'activité fondamentale sur laquelle repose la survie de la majorité de la population et l'économie du pays.

Il est important d'approfondir cette problématique. Ces propos ne représentent que quelques idées sur le sujet, il faut que nous tous, les Guatémaltèques, nous unissions nos efforts pour créer les mécanismes qui nous permettront non seulement de connaître à fond toutes les données du problème de la terre dans ce pays, mais aussi qui nous conduisent à mettre en œuvre des actions pour lui trouver une solution.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2413.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *CLAR*, mai-juin 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.